

La croissance démographique des villes de province

Entre 1990 et 1999, seize aires urbaines de plus de 150 000 habitants ont contribué pour plus de 30 % à la croissance démographique de la France métropolitaine, alors qu'elles représentaient seulement 9,5 % de sa population en 1990. Leur population s'est accrue à un rythme double de celui du pays. Ce sont, par ordre décroissant : Montpellier, Toulouse, Rennes, Genève-Annemasse, Annecy, La Rochelle, Nantes, Poitiers. Ces 8 aires urbaines, qui regroupent seulement 5,4 % de la population du pays, ont contribué pour 21 % à l'accroissement démographique national. Suivent Nîmes, Orléans, Perpignan, Angers, Bayonne, Strasbourg, Avignon et Besançon. C'est dans le Grand Sud-Est et le Val de Loire que la croissance démographique urbaine est la plus dynamique.

Dans les années 1990, les grandes villes françaises ont fortement contribué à la croissance démographique du pays, alors que l'espace rural se désertifiait : onze villes assurent à elles seules 50 % de l'accroissement démographique. Ce phénomène (amorcé dès le ^{xix}^e siècle) s'explique par la grande attractivité des villes, tout à la fois bassins d'emploi, lieux incontournables de vie et de loisirs, centres d'éducation, réservoirs de services.

Si Paris et sa banlieue occupent toujours la première place, néanmoins un certain nombre de villes de province s'affirment et font preuve du plus grand dynamisme : ce sont principalement des villes frontalières, du sud de la France (phénomène d'héliotropisme) ou encore de l'Ouest (thalassotropisme).